



**DIR TRANQ PUB/AR-2026-363
ARRÊTE DU MAIRE**

Objet : Arrêté temporaire réglementant le stationnement au 1 rue de Port-Royal pour un déménagement par la société A LA VERSAILLAISE-DEMECO le 24 juillet 2026

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2212-3 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-3, R417-10 et R417-11 ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R610-5 ;

Vu la demande de la Société A LA VERSAILLAISE - DEMECO, en date du 28 mai 2026, pour un déménagement ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures particulières pour faciliter un déménagement ;

Considérant que la Société de déménagement a besoin d'occuper quatre places de stationnement ;

ARRETE

Article 1 : Quatre places de stationnement sont neutralisées et déclarées gênantes **le vendredi 24 juillet 2026 de 8 heures à 18 heures** pour un déménagement au **1 rue de Port-Royal** (places situées en vis-à-vis du 1).

Article 2 : Un dispositif de protection et de signalisation sera mis en place par le Centre Technique Municipal par quatre barrières avec possibilité d'affichage et signalétique « stationnement gênant ». Le bénéficiaire devra afficher le présent arrêté sur les véhicules et sur les barrières prévues 48 heures à l'avance.

Article 3 : Sauf ceux du demandeur, les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière par les services de Police, conformément au Code de la route, notamment aux articles R417-10 et R417-11.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 5 : Les ampliations du présent arrêté seront effectuées auprès de :
Monsieur le Commissaire, Chef de la circonscription d'Agglomération d'Élancourt,

Trappes, la Ville écologiste et solidaire !

Monsieur le Chef du Centre de secours de Montigny-le-Bretonneux,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
La Société A LA VERSAILLAISE-DEMECO,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à Trappes,

16 JUIN 2026

Ali RABEH
Maire de Trappes

